

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29293]

**19 JUIN 2015. — Décret modifiant le décret du 2 juin 2006  
relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire  
et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 29 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, il est inséré un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« En cas d'annulation par le Gouvernement, dans un ou plusieurs des établissements d'enseignement, d'une épreuve externe commune ou partie d'une épreuve externe commune, le jury d'école ou, dans le cas visé soit à l'article 28, § 3 soit dans le cas d'une épreuve externe commune devant être passée par des élèves du premier degré de l'enseignement secondaire, le conseil de classe peut accorder le certificat d'études de base à l'élève qui n'a pas pu participer, en raison de l'annulation, à l'épreuve externe commune ou partie de l'épreuve externe commune »

Le jury d'école fonde sa décision sur l'avis de l'instituteur et sur un dossier comportant la copie des bulletins des deux dernières années de la scolarité primaire de l'élève, tels qu'ils ont été communiqués aux parents.

Lorsqu'un élève fréquente l'enseignement primaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de deux années scolaires, la copie des bulletins d'une seule année scolaire peut suffire.

Le jury d'école fait porter au dossier tout autre élément qu'il estime utile.

Le procès-verbal des décisions du jury est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du chef de l'établissement scolaire et des membres du jury. La liste des élèves ayant obtenu le certificat d'études de base est jointe au procès-verbal.

Le registre et les dossiers des élèves sont conservés dans les archives de l'école durant dix ans. La liste des élèves mentionnés à l'alinéa précédent est conservée durant vingt ans. Une copie conforme de cette liste est transmise aux Services du Gouvernement, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la décision du jury d'école. »

**Art. 2.** A l'article 36/9 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« En cas d'annulation par le Gouvernement, dans un ou plusieurs des établissements d'enseignement, d'une épreuve externe certificative, ou partie d'une épreuve externe certificative, le conseil de classe peut estimer que l'élève maîtrise les compétences attendues pour la ou les disciplines concernées. »

Le conseil de classe fonde sa décision, pour la ou les disciplines concernées, sur l'avis des enseignants titulaires de la ou des disciplines concernées et sur un dossier comportant la copie des bulletins des deux ou trois années suivies au premier degré, ainsi que, le cas échéant, le projet individualisé d'apprentissage accompagné des documents y afférant.

Lorsqu'un élève fréquente l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de deux années scolaires, la copie des bulletins d'une seule année scolaire peut suffire.

Le conseil de classe fait porter au dossier tout autre élément qu'il estime utile.

Le procès-verbal du conseil de classe est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du chef d'établissement et des membres du conseil de classe. Une liste reprenant les résultats des élèves concernés est jointe au procès-verbal.

Une copie conforme de cette liste est transmise aux Services du Gouvernement, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la décision du conseil de classe. »

**Art. 3.** A l'article 36/11/1 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« En cas d'annulation par le Gouvernement, dans un ou plusieurs des établissements d'enseignement, d'une épreuve externe certificative, ou partie d'une épreuve externe certificative, le conseil de classe peut estimer que l'élève maîtrise les compétences attendues pour la ou les disciplines concernées. »

Le conseil de classe fonde sa décision, pour la ou les disciplines concernées, sur l'avis des enseignants titulaires de la ou des disciplines concernées et sur un dossier comportant la copie des bulletins des deux années suivies au 3<sup>e</sup> degré.

Lorsqu'un élève fréquente l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de deux années scolaires, la copie des bulletins d'une seule année scolaire peut suffire.

Le conseil de classe fait porter au dossier tout autre élément qu'il estime utile.

Le procès-verbal du conseil de classe est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du chef d'établissement et des membres du conseil de classe. Une liste reprenant les résultats des élèves concernés est jointe au procès-verbal.

Une copie conforme de cette liste est transmise aux Services du Gouvernement, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la décision du conseil de classe. »

**Art. 4.** Le présent décret produit ses effets le 19 juin 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juin 2015.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance  
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,  
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances  
Mme I. SIMONIS

---

Note

(1) Session 2014-2015

Documents du Parlement. — Proposition de décret, n° 143-1. — Amendements de séance, n° 143-2  
*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. - Séance du 19 juin 2015.

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29293]

**19 JUNI 2015. — Decreet tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekraftigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 29 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, wordt een paragraaf 5 ingevoegd, luidend als volgt :

“Als de Regering, in één of verschillende onderwijsinrichtingen, een gezamenlijke externe proef of een deel van een gezamenlijke externe proef, schrapt, kan de examencommissie binnen een school, of, ofwel in het in artikel 28 § 3 bedoelde geval, ofwel in het geval van een gezamenlijke externe proef die moet worden afgelegd door leerlingen van de eerste graad van het secundair onderwijs, de klassenraad, het getuigschrift basisstudies uitreiken aan de leerling die, als gevolg van die schrapping, niet heeft kunnen deelnemen aan de gezamenlijke externe proef of aan een deel van de gezamenlijke externe proef.

De examencommissie binnen een school baseert haar beslissing op het advies van de onderwijzer en op een dossier met een afschrift van de schoolrapporten van de leerling van de twee laatste jaren van het lager onderwijs zoals ze meegedeeld werden aan de ouders.

Wanneer een leerling sinds minder dan twee schooljaren het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd lager onderwijs volgt, kan een afschrift van de schoolrapporten van één schooljaar volstaan.

De examencommissie binnen een school voegt bij het dossier elk ander element dat ze nodig acht.

Het proces-verbaal van de beslissingen van de examencommissie wordt in een daartoe bestemd register opgenomen en draagt de ondertekening van het hoofd van de schoolinrichting en van de leden van de examencommissie. De lijst van de leerlingen die het getuigschrift van basisstudies hebben gekregen, wordt bij het proces-verbaal vermeld.

Het register en de dossiers van de leerlingen worden in het archief van de school gedurende tien jaar opgeslagen. De lijst van de leerlingen vermeld in het vorige lid wordt opgeslagen gedurende twintig jaar. Er wordt een voor eensluidend verklaard afschrift van deze lijst aan de Diensten van de Regering binnen de vijf werkdagen na de beslissing van de examencommissie binnen een school toegestuurd.”

**Art. 2.** In artikel 36/9 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

“Als de Regering, in één of verschillende onderwijsinrichtingen, een externe proef die met een getuigschrift wordt bekraftigd of een deel van een externe proef die met een getuigschrift wordt bekraftigd, schrapt, kan de klassenraad achten dat de leerling de competenties die voor het betrokken vak of de betrokkenen vakken vereist zijn, beheerst.

De klassenraad baseert zijn beslissing, voor het(de) betrokkenen vak(ken), op het advies van de leerkrachten die titularis zijn van het(de) betrokkenen vak(ken) en op een dossier met het afschrift van de schoolrapporten van de twee of drie jaren die in de eerste graad werden gevuld, alsook, in voorkomend geval, het geïndividualiseerde leerproject samen met de erbij horende documenten.

Wanneer een leerling sinds minder dan twee schooljaren het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd secundair onderwijs volgt, kan een afschrift van de schoolrapporten van één schooljaar volstaan.

De klassenraad voegt bij het dossier elk ander element dat hij nodig acht.

Het proces-verbaal van de beslissingen van de klassenraad wordt in een daartoe bestemd register opgenomen en draagt de ondertekening van het hoofd van de schoolinrichting en van de leden van de klassenraad. De lijst met de resultaten van de betrokken leerlingen, wordt bij het proces-verbaal gevoegd.

Er wordt een voor eensluidend verklaard afschrift van deze lijst aan de Diensten van de Regering binnen de vijf werkdagen na de beslissing van de klassenraad toegestuurd.”.

**Art. 3.** In artikel 36/11/1 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

“Als de Regering, in één of verschillende onderwijsinrichtingen, een externe proef die met een getuigschrift wordt bekraftigd of een deel van een externe proef die met een getuigschrift wordt bekraftigd, schrappt, kan de klassenraad achten dat de leerling de competenties die voor het betrokken vak of de betrokken vakken vereist zijn, beheert.

De klassenraad baseert zijn beslissing, voor het(de) betrokken vak(ken), op het advies van de leerkrachten die titularis zijn van het(de) betrokken vak(ken) en op een dossier met het afschrift van de schoolrapporten van de twee jaren die in de derde graad werden gevuld.

Wanneer een leerling sinds minder dan twee schooljaren het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd secundair onderwijs volgt, kan een afschrift van de schoolrapporten van één schooljaar volstaan.

De klassenraad voegt bij het dossier elk ander element dat hij nodig acht.

Het proces-verbaal van de beslissingen van de klassenraad wordt in een daartoe bestemd register opgenomen en draagt de ondertekening van het hoofd van de schoolinrichting en van de leden van de klassenraad. De lijst met de resultaten van de betrokken leerlingen, wordt bij het proces-verbaal gevoegd.

Er wordt een voor eensluidend verklaard afschrift van deze lijst aan de Diensten van de Regering binnen de vijf werkdagen na de beslissing van de klassenraad toegestuurd.”.

**Art. 4.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 19 juni 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 juni 2015.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,  
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen en Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

De Minister van Sport,  
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
Mevr. I. SIMONIS

---

#### Nota

(1) Zitting 2014-2015

Stukken van het Parlement. — Voorstel van decreet, nr. 143-1. Vergaderingsamendementen, nr. 143-2.  
*Integraal verslag.* — Mondeling verslag, besprekking en aanname. – Vergadering van 19 juni 2015

---

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202885]

**11 JUIN 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l’Action sociale et de la Santé, relatif à l’aide individuelle à l’intégration**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l’Action sociale et de la Santé, notamment les articles 261, 266, 273, 274;

Vu le Code réglementaire wallon de l’Action sociale et de la Santé;

Vu l’avis du Comité de gestion de l’Agence wallonne pour l’Intégration des Personnes handicapées, donné le 18 décembre 2014;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 4 mars 2015;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 12 mars 2015;

Vu l’avis 57.484/4 du Conseil d’Etat, donné le 27 mai 2015, en application de l’article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l’avis de la Commission wallonne des Personnes handicapées, donné le 12 mars 2015;